

Chapitre 13

L'entreprise et la responsabilité pénale

1 Droit pénal général

A. Causes d'irresponsabilité pénale

Les trois éléments constitutifs de l'infraction peuvent être réunis sans pour autant que son auteur soit poursuivi car il existe des causes d'irresponsabilité. Il est possible que l'élément intentionnel manque car la volonté de l'auteur est altérée. Dans d'autres cas, l'infraction sera justifiée par l'existence d'un fait, ce sera l'élément légal qui sera écarté.

1 **Altération de la volonté de l'auteur**

Il faut distinguer deux cas : l'altération qui peut provenir de l'âge ou de troubles mentaux, et celle due à une contrainte physique ou morale ou à l'ignorance.

a. **Âge et troubles mentaux**

Ces deux éléments peuvent être cause d'inaptitude totale à la responsabilité pénale ou partielle.

– **L'âge** : le mineur de moins de 13 ans ne peut pas faire l'objet d'une peine. Il n'encourt que des mesures éducatives.

Entre 13 et 16 ans, le mineur bénéficie d'une excuse de minorité qui entraîne automatiquement une diminution de la peine.

De 16 à 18 ans, l'excuse de minorité peut être écartée par le juge.

– **Les troubles psychiques et neuropsychiques** : ils peuvent anéantir le discernement, dans ce cas ils sont cause d'irresponsabilité pénale ; ou bien altérer le discernement ou entraver le contrôle des actes, ils atténuent alors la responsabilité pénale. Le juge peut en tenir compte pour la fixation de la peine.

b. **Contrainte et erreur de droit**

➤ **La contrainte**

C'est un événement indépendant de la volonté de l'auteur auquel il n'a pu résister et qui a entraîné la commission de l'infraction. Elle peut être physique ou morale, elle

doit constituer une pression irrésistible et imprévisible sur la volonté de l'auteur (exemple : commission d'un vol sous menace d'une arme).

➤ L'erreur de droit

C'est une cause d'irresponsabilité pénale qui a été introduite dans le nouveau Code pénal dans un souci d'équité, le principe « nul n'est censé ignorer la loi » étant impossible à appliquer.

2 Existence d'un fait justifiant l'infraction

Ce sont des situations pour lesquelles le législateur autorise, de façon exceptionnelle, la commission d'une infraction.

a. L'ordre de la loi et le commandement de l'autorité légitime

➤ L'ordre de la loi (art. 122-4 al 1 du code pénal)

L'acte accompli était imposé par une règle de droit impersonnelle.

Exemple :

Violation de domicile afin de porter secours

➤ Commandement de l'autorité légitime (art. 122-4 al 2 du code pénal)

Celui qui exécute un ordre émanant d'une autorité hiérarchique n'est pas responsable à condition qu'il émane d'une autorité légitime, sauf si cet acte est manifestement illégal. Il s'agit d'une autorité publique investie de prérogatives de puissance publique.

Le commandement doit être conforme à la loi.

Exemple :

L'ordre donné par un employeur à son salarié de falsifier les comptes annuels ne rentre pas dans cette catégorie. L'employeur n'est pas considéré comme une autorité légitime au sens de l'article 122-4 du code pénal.

Un agent de police qui exerce des violences sur une personne au cours d'un simple contrôle d'identité outrepassse ses pouvoirs et ne peut invoquer le commandement de l'autorité légitime.

b. La légitime défense des personnes et des biens

Une personne riposte à une agression en commettant une infraction. Cette infraction commise pour se défendre sera cause d'irresponsabilité pénale si des conditions sont réunies.

Tout d'abord, la défense doit être actuelle, c'est-à-dire accomplie en même temps que l'attaque ; elle doit être commandée par la nécessité, c'est-à-dire que l'atteinte à laquelle on s'oppose soit injuste ; elle doit être proportionnée à l'attaque.

Jurisprudence :

Cass. crim du 21 février 1996 : la légitime défense fut admise par la chambre criminelle dans le cas où l'agresseur tentait d'entrer par effraction dans un lieu habité, l'agressé ayant riposté en tirant un coup de pistolet mortel.

Cass. crim. 18 juin 2002 : le léger coup donné à la jambe de l'élève par un professeur poursuivi pour violences volontaires a été une riposte proportionnée à l'attaque verbale de l'élève qui l'a insulté en termes grossiers.

c. L'état de nécessité

En cas de danger actuel et imminent (et non pas en cas d'infraction comme pour la légitime défense), l'auteur accomplit un acte nécessaire à la sauvegarde de la personne ou du bien.

Exemples :

Franchir une ligne jaune pour sauver un piéton, casser une porte pour sauver quelqu'un d'un incendie...

Jurisprudence :

CA Poitiers du 11 avril 1997 : la cour d'appel de Poitiers a rejeté l'état de nécessité, pour absence notamment de danger actuel ou imminent, invoqué par une mère de famille prise en flagrant délit de vol de nourriture dans un supermarché. Elle justifiait son acte par la nécessité de nourrir ses deux enfants.

CA Papeete du 27 juin 2002 : la détention de pieds de cannabis nécessaires à la confection de tisanes, qui sont les seuls moyens de calmer les douleurs du prévenu devenu paraplégique à la suite d'un accident est justifiée car il est bien menacé par un danger actuel.

➤ [Mesure ou fixation des peines \(manuel p 395 à 397\)](#)

La liberté du juge varie selon qu'il juge une infraction unique ou une pluralité d'infractions commises par le même auteur.

B. Individualisation des peines en cas d'infraction unique

Le juge peut choisir de dispenser de peine l'auteur de l'infraction. Sa liberté peut être restreinte parce qu'il y a des circonstances aggravantes.

1 Exemption, dispense ou ajournement de peine

a. Exemption

La loi prévoit, dans certains cas, une exemption qui s'impose au juge (immunité parlementaire ou familiale par exemple). Le juge ne peut pas prononcer de peine même si la culpabilité de l'auteur est reconnue.

b. Dispense de peine

Le juge peut décider de ne pas prononcer de peine si certaines conditions sont réunies, c'est la dispense de peine. Cette mesure n'est applicable qu'aux peines correctionnelles ou contraventionnelles. Bien que coupable, le délinquant n'exécutera pas sa peine à la triple condition qu'il soit reclassé, qu'il ait réparé le dommage causé par l'infraction, et que le trouble qui en résulte ait cessé.

c. Ajournement de peine

Lorsque ces conditions sont en voie d'être accomplies, la juridiction peut fixer une date à laquelle il sera statué sur la peine. La décision peut être ajournée pour une durée maximale d'un an. L'ajournement peut être simple ou assorti d'une mise à l'épreuve.

d. Aggravation de la peine

Outre la récidive, qui sera étudiée dans le paragraphe suivant en cas de pluralité d'infractions, des circonstances vont permettre au juge de prononcer une peine au-delà du maximum légal. Ces circonstances sont limitativement énumérées par la loi. Certaines circonstances aggravantes tiennent à l'infraction elle-même, elles sont dites objectives comme la réunion (ex : vol en réunion puni de 5 ans d'emprisonnement au lieu de 3 ans pour le vol simple), l'usage d'une arme (ex : vol à main armée punie de 20 ans de réclusion), la préméditation (le meurtre devient alors un assassinat). D'autres tiennent à l'auteur ou à la victime, elles sont dites subjectives comme l'âge de la victime, la parenté.

e. Réduction de la peine

Des textes spéciaux prévoient des réductions de peine pour les mineurs (excuse de minorité), pour les repentis.

2 Fixation de la peine en cas de pluralité d'infractions

a. Récidive

➤ Définition

La récidive est l'état du délinquant qui, déjà condamné définitivement pour une infraction, en commet une nouvelle qui va être jugée. La loi aggrave les peines encourues pour cette nouvelle infraction.

Seuls les crimes, délits et contraventions de 5^e classe peuvent donner lieu à récidive.

➤ Conditions

Les cas de récidive varient selon les infractions commises et les personnes qui les ont commises.

➤ Pour les personnes physiques

La loi a prévu trois cas de récidive :

Le premier terme est une condamnation pour un crime ou un délit grave (10 ans d'emprisonnement)	Si la personne commet un crime, la peine est aggravée. La récidive est générale (peu importe la nature du crime) et perpétuelle (peu importe le délai entre les deux infractions). Si la personne commet un délit grave, la peine est doublée. La récidive est générale et temporaire. La 2 ^e infraction (délit grave) doit avoir été commise dans le délai de 10 ans à compter de l'expiration de peine précédente.
Le premier terme est une condamnation pour un délit	La récidive est spéciale : l'infraction initiale (premier terme) et l'infraction qui va donner lieu à récidive (deuxième terme) doivent être des délits de même nature (par exemple : escroquerie, abus de confiance...). Elle est temporaire : la 2 ^e infraction doit avoir été commise dans le délai de 5 ans à compter de l'expiration de la peine précédente. La peine encourue est doublée.
Le premier terme est une condamnation pour contravention de 5^e classe	La récidive est spéciale (contravention de 5 ^e classe) et temporaire (1 an). La peine d'amende est doublée.

➤ Pour les personnes morales

Il existe également trois cas de récidive. Les peines encourues sont doublées.

➤ Effets

Elle a pour effet, en principe, de doubler le maximum de la peine encourue. La récidive se prouve par le casier judiciaire.

b. Concours réel d'infractions

➤ Définition

« Il y a concours d'infractions lorsqu'une infraction est commise par une personne avant que celle-ci ait été définitivement condamnée pour une autre infraction » (article 132-2 du Code pénal).

Le délinquant, comme le récidiviste, a commis plusieurs infractions successivement, mais la différence vient du fait que la première commise n'a pas encore l'autorité de la chose jugée.

Ne pas confondre le concours d'infractions avec le concours de qualifications : un même fait ne peut pas donner lieu à un cumul de qualifications. On retient dans ce cas la qualification la plus sévère.

➤ Conséquences

La loi distingue le cas d'unicité de poursuite (article 132-3) de celui de pluralité de poursuites (art. 132-4).

Cas de poursuite unique de plusieurs infractions devant la même juridiction

➤ Principe de non-cumul des peines en matière criminelle et correctionnelle

Chacune des peines encourues peut être prononcée (exemple : emprisonnement et amende). Cependant s'il s'agit de peines de même nature (exemple : peine d'emprisonnement et de réclusion ou deux peines d'amende), il ne peut être prononcé qu'une seule peine de cette nature dans la limite du maximum légal le plus élevé. Il y a confusion de peine.

Exemple

Si une personne a commis un délit puni de 5 ans d'emprisonnement, un autre délit puni de 7 ans d'emprisonnement et d'une amende, le juge prononcera une peine d'emprisonnement au maximum de 7 ans et une peine d'amende.

➤ Principe du cumul des peines en matière contraventionnelle

Les peines d'amende contraventionnelles se cumulent entre elles et avec celles encourues ou prononcées pour les crimes et délits en concours.

Cas de poursuites successives devant des juridictions différentes	<p>Cumul possible des peines prononcées pour chaque infraction dans la limite du maximum légal le plus élevé.</p> <p>Exemple</p> <p><i>Une personne commet deux abus de confiance dont le maximum encouru est de 3 ans. Elle est condamnée à 2 ans chaque fois. On additionne les deux peines soit 4 ans mais elle n'exécutera que 3 ans (limite légale du maximum encouru)</i></p> <p>Le juge peut prononcer une confusion totale ou partielle des peines de même nature.</p> <p><i>Dans l'exemple précédent, le juge peut décider une confusion des peines prononcées ce qui ramènera la peine à exécuter à 2 ans.</i></p> <p>Principe du cumul des peines en matière contraventionnelle : voir ci-dessus.</p>
--	---

C. Suspension et extinction des peines

Les peines peuvent ne pas être exécutées (sursis) ou ne l'être que partiellement en vertu du principe de personnalisation des peines.

➤ Sursis

Mesure de faveur accordée par le juge permettant au délinquant de ne pas exécuter la peine prononcée s'il ne commet pas de nouvelles infractions pendant un certain laps de temps. Le sursis peut être simple ou probatoire.

Le sursis ne concerne donc que l'exécution de la peine et pas la condamnation qui continue à exister malgré le sursis.

Il constitue une alternative à la prison.

1 Sursis simple

Conditions d'octroi du sursis au regard des délinquants et des infractions Article 132-30 du code pénal	<p>➤ Personnes physiques</p> <p>Absence de condamnation dans les 5 ans précédant les faits, pour crime ou délit de droit commun, à une peine de réclusion ou d'emprisonnement.</p> <p>➤ Personnes morales</p> <p>Absence de condamnation dans les 5 ans précédant les faits, pour crime ou délit de droit commun, à une amende d'un montant supérieur à 60 000 € (15 000 € en matière contraventionnelle).</p>
Conditions d'octroi du sursis au regard des peines Article 132-31 du code pénal	<p>➤ Personnes physiques</p> <ul style="list-style-type: none"> • Condamnation à l'emprisonnement prononcée pour une durée de 5 ans au plus, à l'amende ou à la peine de jour-amende, aux peines privatives ou restrictives de droits (sauf exceptions). • Les peines d'amende pour contraventions de 5^e classe et pour toutes les contraventions, les peines privatives et

	<p>restrictives de droits, peines complémentaires et interdiction de chèques.</p> <p>➤ Personnes morales</p> <ul style="list-style-type: none"> • Condamnation à l'amende, interdiction d'activité, exclusion des marchés publics, de l'appel public à l'épargne, incapacité bancaire pour les peines criminelles et correctionnelles. • Pour les contraventions de 5^e classe : amendes et interdictions bancaires.
Effets du sursis	<p>Il dispense de l'exécution de la peine (mais laisse subsister la condamnation) tant qu'il n'y a pas révocation du sursis. S'il n'y a pas révocation du sursis, la condamnation est effacée.</p>
Révocation du sursis	<p>➤ Conditions</p> <ul style="list-style-type: none"> • Si dans le délai de 5 ans à compter de la condamnation assortie du sursis, le délinquant commet une nouvelle infraction sanctionnée par une peine de réclusion ou d'emprisonnement, il y a révocation du sursis. • Si la première infraction est une contravention, il y a révocation s'il commet un crime, un délit ou une contravention de 5^e classe dans un délai de 2 ans <p>➤ Effets</p> <p>La première peine doit être exécutée et se cumule avec la seconde. Il n'y a pas de confusion de peine en principe.</p>

2 Sursis avec mise à l'épreuve et sursis assorti d'un TIG

a. Conditions

Celles-ci sont communes aux deux types de sursis :

- applicables aux personnes physiques seulement sans tenir compte de leur passé pénal ;
- condamnées à une peine d'emprisonnement de 5 ans au plus pour crime ou délit de droit commun.

b. Effets

Ils diffèrent de la façon suivante :

- sursis avec mise à l'épreuve, le juge remplace l'emprisonnement par des obligations pesant sur le condamné pendant un délai de 18 mois à 5 ans : mesures de contrôle de son mode de vie et diverses obligations choisies sur une liste légale (obligation de suivre une formation professionnelle, un traitement médical...). Il peut par ailleurs bénéficier de mesures d'aide sociale ou matérielle pour lui permettre de se réinsérer ;
- sursis avec obligation de TIG, le régime est celui du TIG simple.

2 PROCEDURE PENALE

A. Les enquêtes de police

La police judiciaire va accomplir des actes plus ou moins coercitifs et restrictifs des libertés individuelles selon le type d'enquête. Les pouvoirs de la police sont plus importants dans l'enquête de flagrance, diligentée pour une infraction qui vient de se commettre, afin d'éviter la disparition des preuves et limiter les risques d'erreurs.

1 Enquête préliminaire

Définition	Investigation réalisée par la police judiciaire pour rechercher les auteurs d'une infraction, en rassembler les preuves. Elle est diligentée soit sur instruction du procureur de la république, soit d'office.
Pouvoirs de police	<p>Les actes qui peuvent être effectués par la police judiciaire sont principalement :</p> <p>➤ Auditions Les personnes convoquées par les OPJ pour les besoins de l'enquête sont tenues de comparaître.</p> <p>➤ Garde à vue (art. 77 code de procédure pénale) Il s'agit d'une mesure de détention policière dans les locaux de la police ou de la gendarmerie. La décision de mise en garde à vue est prise obligatoirement par un OPJ, qui peut, pour les nécessités de l'enquête, garder à sa disposition toute personne à l'encontre de laquelle il existe une ou plusieurs raisons plausibles de soupçonner qu'elle a commis ou tenté de commettre une infraction.</p> <p>➤ Garanties Il en informe le procureur de la république dès le début de la garde à vue. La durée de la garde à vue est de 24 h. Le procureur peut décider de prolonger de 24 h après présentation de l'auteur présumé de l'infraction devant lui. La personne gardée à vue doit être informée immédiatement de la nature de l'infraction et de ses droits. Elle a différents droits :<ul style="list-style-type: none">- faire prévenir un proche par un appel téléphonique dans les 3 heures du placement en garde à vue ;- examen médical à la demande du gardé à vue ou de sa famille dans les 3 heures du placement en garde à vue ;- entretien avec un avocat dès le début de la garde à vue (durant la 1^{re} heure) et dès le début de la prolongation.Un procès-verbal doit être établi. Il retrace le déroulement précis de la garde à vue.</p> <p>➤ Perquisitions Les perquisitions, visites domiciliaires et saisies nécessitent l'accord écrit de l'intéressé. Elles se font en sa présence. Elles ne peuvent avoir lieu qu'entre 6 h et 21 h (sauf exceptions).</p>

2 Enquête de flagrance

C'est le type d'enquête le plus fréquent. 90 % des enquêtes de police sont des enquêtes de flagrance.

Conditions	<ul style="list-style-type: none">• Elle ne s'applique qu'aux crimes et délits dans les cas où la loi prévoit une peine d'emprisonnement, donc aux infractions les plus graves.• Elle est diligentée en cas d'infraction flagrante :<ul style="list-style-type: none">- infraction qui est en train de se commettre ou qui vient de se commettre ;- il y a aussi infraction flagrante lorsque dans un temps très voisin de l'action, la personne est poursuivie par la clameur publique, ou est trouvée en possession d'objets, ou présente des traces ou indices laissant penser qu'elle a participé au crime ou au délit. <p>La cour de cassation interprète de façon extensive la notion de flagrance mais exclut cependant les simples soupçons ou les dénonciations anonymes non corroborés par des indices extérieurs.</p> <p>De plus, l'enquête ne peut pas se poursuivre pendant plus de 8 jours (sauf exceptions).</p>
Pouvoirs de police	<p>Ce sont des actes coercitifs. Certains seront communs à l'enquête préliminaire. Les officiers de police judiciaire (OPJ) doivent :</p> <ul style="list-style-type: none">- se transporter sans délai sur les lieux ;- arrêter l'auteur de l'infraction ;- faire diverses constatations : indices et traces ;- procéder à des perquisitions de 6 h à 21 h et à des saisies en présence de la personne concernée ou d'un représentant de son choix ou de deux témoins requis à cet effet. Il n'est pas nécessaire d'obtenir l'accord exprès et écrit de l'intéressé à la différence de l'enquête préliminaire ;- effectuer des auditions de témoins et des contrôles d'identité. L'OPJ (l'APJ également) peut interdire à toute personne de s'éloigner du lieu de l'infraction et appeler à témoigner celles qui peuvent donner des renseignements sur l'infraction. Les personnes convoquées ont l'obligation de comparaître sinon elles peuvent y être contraintes par la force publique. Elles ne prêtent pas serment ;- Placer le présumé innocent en garde à vue dans les locaux de la police selon les mêmes règles que celles applicables à l'enquête préliminaire (infra A).

B. Exemples de documents

1 Procès-verbal de perquisition

<p>GROUPEMENT de</p>	<p>GENDARMERIE NATIONALE</p> <hr/>
<p>COMPAGNIE de BRIGADE de</p>	<p>PROCES-VERBAL DE PERQUISITION</p> <hr/>
<p>Nature de l'infraction</p>	<p>L'an mil neuf cent....., le..... Nous,..... Officier de police judiciaire, agissons en vertu de la commission rogatoire désignée ci-après :</p>
<p>:....</p>	<p>RENSEIGNEMENTS SUR LA DELEGATION : Date..... Nom et fonction du magistrat mandant..... Information ouverte contre..... Inculpé de.....</p>
<p>Inculpé :</p> <p>Nom..... Prénom.....</p>	<p>Transmission n°....., en date du..... du Commandant de la compagnie</p>
<p>Perquisition au domicile de :</p> <p>Nom..... Prénom.....</p>	<p>Mission : pour exécution ;</p>
<p>_____</p>	<p>Vu les articles..... Du Code de procédure pénale</p> <p>À heures....., Nous nous présentons pour y procéder à une perquisition, au domicile de..... qui paraît susceptible de détenir des objets relatifs aux fait incriminé</p>
<p>_____</p>	<p>Sommes reçu par lui-même ; lui déclinons notre qualité et, après l'avoir informé de nos présomptions le concernant, nous lui indiquons le but de notre visite.</p> <p>En la présence constante de..... que nous avons invité à nous accompagner, nous procédons à une perquisition dans les pièces suivantes..... qui font partie de l'habitation de.....</p>
<p>Pièce n°.....</p>	<p>La personne présente : L'Officier de police judiciaire</p>

2 Mandat d'amener

COUR D'APPEL de	MANDAT D'AMENER
TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE de	RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Cabinet de M..... JUGE D'INSTRUCTION	AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS
N° du parquet :....	Nous juge d'instruction au Tribunal de Grande Instance de.....
N° de l'instruction :....	Vu les articles 122.... Du Code de procédure pénale
	Mandons et ordonnons à tous officiers ou agents de la Police judiciaire et à tous agents de la Force publique d'amener devant nous en se conformant à la loi, l... nommé..... prénommé... né... le... .., à..... de et de.... Profession :..... Domicile :
Le mandat ci-contre a été exhibé et notifié à la personne désignée, et copie lui en a été délivrée par moi.....	Pour être entendu..... sur les inculpations d.....
Le.....	Faits prévus et punis par
	Requérons tous dépositaires de la Force publique auquel le présent mandat sera exhibé de prêter main-forte pour son exécution en cas de besoin.
	En foi de quoi le présent mandat a été signé par Nous, Juge d'instruction, et scellé de notre sceau.
Soit transmis à Monsieur le...	Fait en notre cabinet, le.....
	LE JUGE D'INSTRUCTION
	SCEAU

3 Réquisitoire introductif

<p>COUR D'APPEL De.....</p> <p>TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE de.....</p> <p>PARQUET du Procureur de la République</p> <p>N° de l'instruction :....</p>	<p>RÉQUISITOIRE INTRODUCTIF</p> <p>Nous, procureur de la République près le Tribunal de grande instance d.....</p> <p>Vu les articles du Code de procédure pénale, et vues les pièces jointes</p> <p>Desquelles il résulte contre.....</p> <p>Des présomptions d.....</p> <p>Fait prévu et puni par l..... article.....</p> <p>.</p> <p>Requérons qu'il plaise à Monsieur le Juge d'instruction informer par toutes voies de droit sur l... fait ci-dessus énoncé et sur tous faits criminels, délictueux ou contraventionnels que l'information révélerait, et décerner mandat....</p> <p>A....., le.....</p> <p>LE PROCUREUR DE LA RÉPUBLIQUE</p>
--	---